Angles d'Attac

association pour une taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne

Bulletin d'information mensuel d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève - www.suisse.attac.org

Numéro 67 - janvier 2010

>>>SOMMAIRE>>>

JAB 2500 BIENNE 4

Retours à attac, rue de l'Orphelinat 15, 2800 Delémont

>>> Dans les résistances, s'ébauche un autre monde >>>



L'année 2010 débute sous le signe de la crise. En Suisse, le taux de chômage devrait franchir la barre des 5 % (son niveau le plus élevé depuis le milieu des années 1990). Au Parlement, la session de printemps va en outre statuer sur le durcissement de la législation relative aux chômeurs, pour la quatrième fois: suppression de la «barre d'acceptabilité» pour les moins de trente ans, diminution des indemnités journalières et augmentation des cotisations. La Commission de l'économie et des redevances demande même l'instauration de peines de prison pour les infractions à la législation relative au chômage (communiqué du 07/10/09). Une active campagne de votation - qui aura lieu le 7 mars - sur la diminution du taux de conversion des rentes du deuxième pilier sera menée. Le Conseil fédéral va préparer le lancement de la onzième révision de l'assurance-vieillesse. Les attaques contre les droits sociaux des salarié-e-s seront en outre à l'ordre du jour des partis bourgeois et des employeurs.

L'année 2010 s'ouvre également sur d'importants évènements internationaux. Du 27 au 31 janvier, le 40ème FEM (Forum économique mondial) se tiendra à Davos. Les PDG des mille plus grandes multinationales, les représentants des cent groupes de médias les plus influents, les principaux acteurs des gouvernements nationaux du monde entier et des organisations internationales, des personnalités triées sur le volet dans le domaine des sciences et des spécialistes de la sphère politique et économique débattront de l'«état du monde», afin de le «repenser, redessiner et reconstruire» (cf. www.weforum.org). Voilà déjà un aveu sur l'état de leur monde. Et voilà aussi exposée par la même occasion l'arrogance de ceux qui, l'ayant conduit à la catastrophe, prétendent le "relooker" selon leurs intérêts mortifères.

L'organisation et la résistance s'imposeront d'autant plus, pour nous défendre des attaques contre nos droits et pour formuler le projet d'un autre monde. D'où la tenue de la dixième édition de l'Autre Davos, en contrepoint du FEM, qui se tiendra les 29 et 30 janvier 2010 dans la ville frontalière de Bâle. L'Autre Davos veut donner la parole à chacun-e, mettre les organisations et les expériences de résistance en action, porter le processus vers une organisation du monde différente, radicale et surtout démocratique. C'est ainsi que doit naître un vrai forum, où les femmes, les migrant-e-s et les salarié-e-s se rencontrent, se réunissent et débattent.

Nous vous invitons à participer à l'Autre Davos, à Bâle. Des tribunes et des ateliers avec, entre autres, Tariq Ali, écrivain et directeur de la New Left Review, Silvia Lazarte, ex-présidente de l'Assemblée constituante de Bolivie, Gilbert Achcar, professeur de la SOAS de Londres, Christa Wichterich, auteure de «La femme mondialisée» et de «Gleich, gleicher, ungleich», Marisa Pralong, membre d'Unia et employée de Manor à Genève, Gianni Frizzo, animateur du comité de grève des Officine Bellinzona, nous fourniront l'occasion d'échanger sur les stratégies de résistance et par là même d'esquisser les contours d'un autre monde.

>>>AGENDA>>>

> National >

Jeudi 21 au Samedi 23 janvier

"Semer des alternatives" - Tour de Lorraine à Berne. Programme détaillé sous www.tourdelorraine.ch

Samedi 23 janvier, 14h

Ensemble contre le Wef dans la rue, Theaterplatz Luzern

Vendredi 29 et samedi 30 janvier

Conférence Autre Davos à Bâle (voir page 4)

Samedi 30 janvier, 13h

Ensemble contre le Wef dans la rue, Bärfusserplatz, Bâle

>Genève>

Mardi 19 janvier, 20h

Comité ouvert d'attac genève (le 3ème mardi de chaque mois), local d'attac, Maison des Associations, 15 rue des Savoises.

Mardi 26 janvier, 20h

Rencontre d'information sur le mouvement ATTAC et ses actions, local d'attac, Maison des Associations, 15 rue des Savoises.

>Vaud>

Dates des rencontres mensuelles:

Mercredi 20 janvier, Mercredi 17 février,
Mercredi 17 mars, Mercredi 21 avril,
Mercredi 19 mai, Mercredi 16 juin.
Les rencontres ont lieu à 20 heures au Centre Pôle Sud, salle vidéo au 1er étage, Av. J-J Mercier 3, Lausanne-Flon.

>Neuchâtel>

Jeudi 21 janvier 2010, 20h

Conférence au musée d'Histoire Naturelle 14, rue des Terreaux, Neuchâtel, avec la participation de Alec Feuz, auteur du livre "Attac, Securitas, Nestlé: Affaire classée"

Prochaines réunions du comité

Lundi 22 février 2010
Mardi 23 mars 2010
Lundi 3 mai 2010
Les réunions ont toujours lieu à 20h à la Maison des syndicats, av. de la Gare 3, Neuchâtel.

Jeudi 10 juin 2010, 18h

Assemblée générale avec comité, Maison des syndicats, av. de la Gare 3, Neuchâtel.

>>> Une vraie mobilisation

Nous publions ici le texte intégral du message vidéo de Pierre Bourdieu, enregistré à l'intention de L'AutreDavos, Zurich, 27 janvier 2001.

Je veux d'abord remercier les organisateurs de cette manifestation de m'avoir donné l'occasion de me ranger parmi les trouble-fête dont vous êtes et qui vont essayer de troubler le grand show médiatico-politique des « maîtres du monde » qui, sous la protection de la police et entourés de leur cour de journalistes, vont nous dire comment ils voient le monde.

Ce monde qui leur apparaît comme emporté par un processus fatal de mondialisation est en réalité, dans ce qu'il a de pire, le produit d'une politique systématique, organisée et orchestrée. Cette politique, qui a commencé à la fin des années 70 aux États-Unis, très exactement en 79, avec les mesures visant à élever les taux d'intérêt, et qui s'est prolongée par toute une série de mesures visant à déréglementer les marchés financiers dans les grands pays industrialisés, avait pour fin de relancer la hausse des taux de profit sur le capital et de restaurer la position des propriétaires, des « owners », par rapport aux gestionnaires, aux « managers ».

Cette série de mesures a eu pour effet de favoriser l'autonomisation du champ financier mondial, de l'univers de la finance, qui s'est mis à fonctionner selon sa logique propre, celle du pur profit, et indépendamment en quelque sorte de l'évolution de l'industrie. Si bien que la finance intervient relativement peu dans le fonctionnement du champ industriel (on sait, par exemple, que la contribution du marché boursier à l'investissement est extrêmement faible).

Pour produire ce champ financier indépendant, tournant en quelque sorte à vide, en vue de la seule fin reconnue qui est l'augmentation permanente du profit, pour produire cet univers-là, il a fallu inventer et instituer toute une série d'institutions financières destinées à favoriser les libres mouvements financiers. Et c'est de ces institutions qu'il s'agit de reprendre le contrôle. Mais il me semble qu'il ne suffit pas pour cela d'une mesure simple de réglementation, comme semblent le penser ceux qui préconisent l'instauration d'une taxe Tobin, à laquelle bien évidemment je suis favorable. On ne saurait se contenter, selon moi, de ce genre de mesures et la question que je voudrais poser aujourd'hui est celle des moyens d'instaurer de véritables contrôles permanents de ces processus. Donc la question d'une véritable action politique, fondée sur une vraie mobilisation politique, et visant à imposer ces contrôles.

Nécessaire, une telle mobilisation est aussi très difficile. En effet, la politique de globalisation, qui n'a rien de fatal, s'accompagne d'une politique de dépolitisation. Et l'apparence de fatalité, à laquelle je fais allusion et qui est normalement associée à l'idée de globalisation, est le produit d'une action permanente de propagande (il n'y a pas d'autre mot), à laquelle concourent et collaborent tout un ensemble d'agents sociaux, depuis les « think-tanks » qui produisent des représentations officielles du monde jusqu'aux journalistes qui les reproduisent et les font circuler. Il faut donc essayer de concevoir une action politique capable de lutter contre la dépolitisation et, en même temps, contre la politique de globalisation qui s'appuie sur cette politique de dépolitisation pour s'imposer.

Comment serait-il possible d'instaurer et d'exercer des contrôles réels, efficaces sur les mécanismes monétaires et les grandes concentrations de capitaux comme les fonds de pension ? Il me semble que ce pourrait être par l'intermédiaire des banques

centrales, et en particulier, puisque nous sommes en Europe, à travers la Banque centrale européenne. Mais pour parvenir à reprendre le contrôle de ces instances financières, il faudrait d'abord reprendre le contrôle des instances politiques. Et cela, seul un mouvement social d'envergure pourrait le faire, en entrant dans le système des instances de contrôle des forces économiques et en imposant la mise en place d'instances internationales enracinées dans un véritable mouvement populaire.

J'ai parlé de mouvement populaire : il est vrai que nous sommes dans une période où les dominés sont démoralisés, démobilisés, notamment par la politique de dépolitisation dont je parlais tout à l'heure. Mais il y a aussi le fait que pour les plus démunis, ceux que les discours officiels appellent les «exclus», on a mis en place dans tous les pays développés des politiques très subtiles d'encadrement social, qui n'ont plus rien de l'encadrement brutal et un peu simpliste, un peu policier, de la période antérieure. Ces politiques, on pourrait les mettre sous le signe du projet : tout se passe comme si un certain nombre d'agents et d'instances, éducateurs, animateurs, travailleurs sociaux, avaient pour fonction d'enseigner aux plus démunis - en particulier à ceux qui ont été exclus du système scolaire et qui sont rejetés hors du marché du travail -, quelque chose comme une parodie de l'esprit capitaliste, de l'esprit d'entreprise capitaliste. On a organisé une sorte d'aide à la «self-help», qui est si conforme à l'idéal politique anglo-saxon. Pour instaurer et exercer efficacement ce contrôle démocratique, on ne peut pas se contenter de règlements, ni même d'écrits polis et d'interventions policées auprès des instances politiques. Il faut inventer une nouvelle forme d'action transnationale. Pourquoi me paraît-t-il important de situer cette action à l'échelle européenne, au moins dans un premier temps ? Parce qu'il me semble que c'est là que l'on trouve un ensemble de mouvements, très divers, syndicats, associations, etc. mais qui, en dépit de leur disparate - sans doute parfaitement illustrée dans cette salle -, en dépit de leur apparence de désordre et de dispersion, de leurs discordances, de leurs divergences, de leurs concurrences, parfois de leurs conflits, ont beaucoup en commun. Ils ont en commun une vision que l'on pourrait dire libertaire du monde social, un refus des formes autoritaires de gestion de la politique ; une volonté de chercher une nouvelle façon de faire de la politique. Ils ont aussi en commun un très profond internationalisme, dont le tiers-mondisme est une application privilégiée. Il faut donc surmonter les diversités pour mobiliser un vaste mouvement capable de faire pression en permanence sur les instances gouvernementales nationales et internationales ; et, pour parvenir à une sorte d'unification provisoire, il faut surmonter les tentations hégémoniques que beaucoup de mouvements sociaux ont héritées de l'époque passée. Il faut absolument exorciser les tentations autoritaires pour inventer des formes collectives d'organisation permettant de cumuler les forces politiques sans les laisser s'annuler dans des querelles et des divisions intestines.

Ce rassemblement dans un vaste mouvement social unitaire européen, regroupant à la fois des syndicats, des associations, des chercheurs, pourrait être la force sociale qui, en se dotant d'organisations souples, aussi peu centralistes que possible, pourrait cumuler les traditions critiques européennes en liaison avec les forces progressistes du monde entier ; qui pourrait résister aux forces économiques dominantes et proposer une nouvelle utopie progressiste. Il faut en effet, simultanément, reprendre le contrôle des forces économiques à une échelle où elles donnent prise (c'est pourquoi j'ai pensé aux instances européennes et à la Banque centrale européenne), tout en remettant en marche l'utopie.

Je pense que le mouvement social européen, tel que je le conçois, c'est-à-dire dénué de toute forme d'europécentrisme et fort de sa tradition progressiste d'anti-impérialisme et de solidarité internationaliste, devrait se constituer en liaison avec les pays du tiers monde, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, de façon à rassembler toutes les forces nécessaires pour que ceux qui donnent aujourd'hui leur fête à Davos soient soumis en permanence à cette sorte d'épée de Damoclès que serait un mouvement social présent en tout temps et en tout lieu, et pas seulement de loin en loin dans des happenings héroïques. Il s'agirait de constituer une force qui serait là en permanence, parce qu'elle réaliserait une mobilisation permanente des gens déjà mobilisés et des organismes de mobilisation. On ne peut pas faire l'économie, si rétif que l'on soit - et Dieu sait que je le suis beaucoup - à l'égard de toute forme de délégation syndicale ou politique, on ne peut pas faire l'économie des organisations, des organisateurs et des militants professionnels des organisations. C'est en appelant les organisateurs de la résistance à se fédérer, à se confédérer, à s'unir dans une grande confédération européenne que l'on peut - me semble-t-il - contribuer à créer une force de résistance et de contrôle qui soit à l'échelle des forces économiques et politiques rassemblées à Davos.

Pierre Bourdieu



IMPRESSUM

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page : Deltagraph, Bienne
Tirage 1'600 exemplaires

ABONNEMENT (pour non-membres)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Maurizio Coppola, Gérald Mermet, Michel Pellaton, Sabrina Scardua, Jane Séligmann, Julien Steiner.

TRADUCTIONS

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur coorditrad.attac.org ou en envoyant un mail à coorditrad.ch@attac.org , ou par courrier postal auprès d'attac suisse

PROCHAINE PARUTION FIN FEVRIER 2010

COURRIER DES LECTEURS ET LECTRICES

Réagissez, participez,
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :
Courrier de l'Angles d'ATTAC, cp 5105, 1002 Lausanne
ou par mail: angles-ch@attac.org

INTERNET

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org , rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

ADRESSES

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org
Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org
Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, neuchatel@attac.org
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org
Zürich: Attac Zürich, 8000 Zürich, zurich@attac.org
Basel: Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org
Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org
Bienne-Jura:
Case 4314, 2500 Bienne 4, bienne-jura@attac.org
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, valais@attac.org

>>> Programme de la confé

Programme (traduction simultanée pour les conférences et les ateliers):

Vendredi 29 janvier, 16h-18h

Université critique - Université d'en bas

L'Autre Davos se déroule dans l'Université. Autrement dit, dans un espace public qui permet des échanges, un dialogue portant sur la critique d'un système et les mobilisations contre les rapports sociaux de domination et d'exploitation. Dans ce cadre, il s'impose de mettre en relation la pensée critique dite académique et les expériences d'auto-formation de salarié-e-s, de femmes, de migrant-e-s.

Participeront à cet échange: Franz Schultheis (professeur), «Quels liens entre les sciences sociales critiques et les luttes sociales?»; Ueli Mäder (professeur), «Quel sens donner à la tenue de L'Autre Davos dans l'Université de Bâle»; Claudia Nogueira (professeure à l'Université fédérale de Santa Catarina, Brésil), «Expériences d'auto-éducation»; Avji Sirmoglu de Planet 13, Bâle, «La formation de celles et ceux frappés par la précarité»; Felipe Polania, association Formation pour tou-te-s de l'Ecole autonome de Zurich, «L'école, une action politique dans le mouvement de défense des réfugié-e-s»; participation de migrant-e-s, etc.

Vendredi 29 janvier, 19h30,

conférence d'ouverture – Aula

Du refus de la barbarie à l'exigence d'un autre monde

- Noam Chomsky, un message en vidéo-direct (après celui envoyé il y a 10 ans).
- Tariq Ali, écrivain et animateur de la New Left Review: «L'impérialisme à l'heure d'Obama».
- Silvia Lazarte, ex-présidente de l'Assemblée constituante de Bolivie: «La rébellion indienne en Bolivie».
- Franco Cavalli, ex-conseiller national PS, membre de l'exécutif de l'Union internationale contre le cancer: «La mondialisation capitaliste contre un bien commun: le droit à la santé pour tous et toutes».
- Christa Wichterich, auteure de la «Femme mondialisée» et de «Gleich, gleicher, ungleich», Allemagne: «Les luttes des femmes dans le contexte de la mondialisation capitaliste».
- N. A. Batchu Siddique, président du Dhuumcatu (association des travailleuses et travailleurs bengalis, indiens et pakistanais en Italie): «La mobilisation des migrant-e-s et l'unité des salarié-e-s».
- Dirceu Travesso, secrétaire national de Conlutas (Brésil): «Unifier les salarié-e-s des secteurs "formels" et "informels"».

L'Autre Davos 2010
Dans les résistances, s'ébauche un autre monde

Vendredi et samedi 29-30 janvier 2010
Université de Bâle, Petersplatz 1, Bâle

Détails pratiques sur www.otherdavos.net

The Other
L'Autre
Das Andere
L'Altro
Davos

Samedi 30 janvier, 9h30-12h30,

ateliers

Les politiques migratoires et les atteintes aux droits des salarié-e-s

• Pietro Basso, professeur à l'Université Ca'Foscari de Venise, auteur de plusieurs ouvrages sur les migrants: «L'islamophobie: une arme contre les migrant-e-s».

• Dario Lopreno, membre du SSP-VPOD: «Les nouvelles mesures contre les migrants en Suisse».

• Alain Bihr, professeur à l'Université de Besançon: «Le débat sur l'identité nationale et les attaques contre les droits des migrants».

Pour un nouveau syndicalisme (1)

• Christian Mahieux, secrétaire de SUD-Rail, France: «Pourquoi solidaires, unitaires et démocratiques?»

• Gianni Frizzo, animateur du Comité de grève des Officine, Bellinzone: «Les principaux traits d'un nouveau syndicalisme dans la lutte des Officine».

• Matteo Beretta, délégué FIOM de Fincantieri (Porto Marghera – Italie): «Le nouveau syndicalisme face à la politique de sous-traitance».

• Tom Adler, IG-Metall, Mercedes: «Face à la crise de l'automobile, quel nouveau syndicalisme serait nécessaire?»

Les luttes des femmes salariées

• Lidia Cirillo, animatrice des Quaderni Viola, Italie: «Les femmes salariées face à la crise actuelle du capitalisme».

• Cristina Hernandez, du syndicat „Service Employees International Union", Los Angeles: «Organiser les femmes employées dans les écoles».

• „Kita Streik": «La grève dans les crèches en Allemagne au début 2009, une expérience unique» (intervenante à préciser).

• Claudia Nogueira, professeure à l'Université fédérale de Santa Catarina (Brésil): «Faire face à la double exploitation des femmes au Brésil, quelques exemples».

• Marisa Pralong, membre d'Unia, travailleuse de Manor (Genève): «Organiser les vendeuses face à la répression patronale».

La privatisation des transports publics

• Christian Zeller, professeur à l'Université de Salzburg: «La privatisation des chemins de fer en Allemagne et ses conséquences».

• Urs Zuppinger, urbaniste: «La politique des transports en Suisse: dernières nouvelles».

• Dante de Angelis, syndicaliste des chemins de fer italiens, Viareggio: «La privatisation et la mise en péril de la sécurité dans les transports ferroviaires».

• SUD-Rail: «Face à la contre-réforme dans le transport du fret» (intervenant à préciser).

Samedi 30 janvier, 14h-16h30,

ateliers

Les résistances et la parole des migrant-e-s

• N.A. Batchu Siddique, président du Dhuumcatu (association des travailleuses et travailleurs bengalis, indiens et pakistanais en Italie): «Sur quels objectifs et comment Dhuumcatu s'est constitué?»

• Anzoumane Sissoko (Mali), porte-parole de la Coordination des sans-papiers de Paris: «Le mouvement des sans-papiers en France: la question de son unité et des rapports avec les syndicats et organisations politiques».

• Cristina Hernandez, du syndicat „Service Employees International Union", Los Angeles: «Le mouvement des Latinos et leurs revendications en Californie».

• Bleiberecht, Zurich: «Résistance d'en bas contre la politique répressive en matière d'asile».

• CAFri: «L'auto-organisation des migrant-e-s et leurs revendications: l'exemple de Fribourg».

Pour un nouveau syndicalisme (2)

• Dirceu Travesso, secrétaire national de Conlutas (Brésil): «Quel est le sens du combat de Conlutas?»

• Gilbert Achcar, professeur au SOAS, Londres: «La montée des luttes ouvrières et la lutte pour un syndicalisme indépendant en Egypte».

• Christa Wichterich, auteure de la «Femme mondialisée» et de «Gleich, gleicher, ungleich», Allemagne: «Les luttes des ouvrières en Chine et la bataille pour un syndicalisme indépendant».

• Lee Sustar, rédacteur de Socialist Worker (Etats-Unis): «Eléments d'une riposte ouvrière aux Etats-Unis face à la crise».

La crise alimentaire et le «modèle agricole dominant»

• Ricardo Antunes, professeur d'UNICAMP (Brésil), collaborateur du MST, membre de la rédaction de Brasil do Fato: «La logique destructive du capitalisme au Brésil: le modèle agro-exportateur, la faim et l'exploitation».

(Cet atelier verra la participation, entre autres, de représentant-e-s d'Uniterre et de la Confédération paysanne de France. Les confirmations sont encore attendues.)

La privatisation des services postaux

• Patricio Paris, membre du NPA et du Comité unitaire du 13e arrondissement de Paris: «Les usagers et les syndiqués dans la lutte contre la privatisation de La Poste en France».

• Un-e représentant-e de Sud-PTT: «La lutte directe et l'instrument du référendum contre la privatisation de La Poste en France» (nom à préciser).

• Un postier de Suisse: «La "privatisation" du postier».

• Martin Smith, du „Socialist Workers Party", Grande-Bretagne: «La lutte des postiers anglais de Royal Mail».

Samedi 30 janvier, 17h-19h30,

conférence de clôture – Aula

Les luttes d'avenir - l'avenir des luttes

• Gianni Frizzo, animateur de la grève des Officine (Tessin): «Un syndicalisme nouveau à construire en Suisse».

• Lee Sustar, rédacteur de Socialist Worker, Etats-Unis: «Chômage et crise sociale sous Obama: quels axes d'une lutte sociale?»

• Ricardo Antunes, professeur d'UNICAMP (Brésil), collaborateur du MST, membre de la rédaction de Brasil do Fato:, «La précarisation structurelle du travail et les luttes sociales au Brésil».

• Giorgio Cremaschi, secrétaire de la FIOM (Italie): «Quelle relance de la lutte sociale en Italie?»

• Cristina Hernandez, du syndicat „Service Employees International Union", Los Angeles: «Quelles suites donner à la lutte des migrant-e-s».

• Gilbert Achcar, professeur au SOAS, Londres: «Combattre l'islamophobie, principale forme contemporaine du racisme en Occident».

• Ueli Mäder, sociologue, professeur à l'Université de Bâle: «La crise sociale en Suisse: quelques pistes pour une résistance».

[L'Autre Davos est mis sur pied en coopération avec le Centre pour l'analyse interdisciplinaire des conflits de l'Université de Bâle.]

>>>L'affaire HSBC: où est l'illégalité ? >>>

Hans-Rudolf Merz s'indigne et ses propos sont relayés par tous les médias de notre pays : « La France entend utiliser des documents dont la provenance est illégale. C'est intolérable ». Un journaliste de la TSR se demande s'il ne s'agit pas là de méthodes de voyous.

Gesticulations politico-médiatiques et raison ne font que rarement bon ménage. Il n'est guère facile de rester objectif dans cette affaire, mais indispensable de le tenter.

Une première constatation s'impose : l'affaire HSBC, tout comme celle de l'UBS, résulte d'une délation. L'obtention d'informations par un indicateur est aujourd'hui encore le seul moyen, avec l'espionnage (cas de l'Allemagne envers le Liechtenstein) d'obtenir des informations sur un grand nombre de fraudeurs.

Cela démontre que l'échange d'informations sur demande prévu par les conventions de double imposition ne sert à rien. Pour introduire une demande, il faut en effet disposer d'informations que seules les banques possèdent (nom du contribuable visé et nom de la banque où il a déposé ses fonds). Le nombre de cas traités sur cette base a toujours été et sera toujours dérisoire. Un exemple ? Seules deux demandes des Etats-Unis ont été acceptées par Jersey en quatre ans.

La France s'est-elle conduite comme un voyou ? Elle a utilisé une méthode qui fait partie des moyens que toutes les polices du monde emploient pour lutter contre le crime et la délinquance. L'évasion fiscale est un délit, un vol que les banques suisses et étrangères organisent à l'échelle planétaire. Où est l'illégalité, où est l'immoralité ? Dans le fait d'obtenir une liste de voleurs par un informateur ou dans le fait d'organiser massivement la fraude et l'évasion fiscales ? Certes, les personnes figurant sur cette liste ne sont pas toutes des délinquants, mais il est indispensable de le contrôler et immoral de s'y opposer.

L'évasion fiscale est pratiquée sur une grande échelle par les riches et les hyper-riches : on estime que 60% au moins des sommes placées en banque ne sont pas déclarées. Il s'agit bien là d'un vol de l'Etat et, par conséquent, des classes moyennes et défavorisées. L'évasion fiscale représente 250 milliards d'euros par an de manque à gagner pour l'Union européenne. La Suisse, elle, se prive de quelques 10 milliards de francs chaque année, en protégeant légalement cette pratique sur son territoire. Le citoyen ordinaire, lui, paie ses impôts jusqu'au dernier centime et souffre des conséquences de la politique des caisses vides sans se demander pourquoi elles le sont. Les médias ont en effet verrouillé le débat depuis fort longtemps.

La réaction du Conseil fédéral est atterrante. Monsieur Merz persiste dans une attitude strictement défensive qui ne mène à rien sur le long terme. Il se range à l'avis de l'association suisse des banquiers et fait du projet Rubik la pièce maîtresse de sa stratégie. Ce projet consiste à demander aux banquiers eux-mêmes de prélever un impôt à la source auprès de leurs déposants. Ils deviendraient ainsi les agents des fiscs étrangers, qui devraient leur faire toute confiance ! Les complices des voleurs deviendraient ainsi les collaborateurs du fisc ! Il va de soi que les hyper-riches, qui utilisent des montages financiers ultra-sophistiqués, bénéficieraient toujours de la bienveillance grassement rémunérée de leur banquier.

Notre gouvernement s'oppose toujours, « de manière résolue » à l'échange automatique d'informations. Aucune argumentation valable n'est fournie, car il n'y en a pas. Cette opposition est révélatrice de la culpabilité des banques : elles ont beaucoup à cacher et donc beaucoup à perdre si elles acceptent la transparence. Le rapport stratégique du gouvernement précise que « la protection de la sphère privée est inscrite dans la constitution ». Le recours à cette notion pour justifier le secret bancaire est, elle aussi, indéfendable. Le droit fiscal n'a jamais permis de se retrancher derrière la protection de la sphère privée pour refuser de fournir les informations nécessaires à la taxation.

La seule stratégie offensive de notre gouvernement et des banquiers consisterait à accepter l'échange automatique d'informations en y mettant une condition : que tous les Etats et places financières fassent de même. Ce serait le seul moyen pour notre pays et nos banques de retrouver un peu de moralité et de respectabilité.

Gérald Mermet



>>> Le mouve feu de paille

Le 17 novembre 2009, 50 à 250 personnes ont occupé l'aula du bâtiment principal de l'Université de Berne. Après huit jours de débats intenses, les participants ont libéré la salle. Le mouvement fait maintenant face à des défis qui décideront de son orientation à venir.

A l'issue d'une manifestation ayant rassemblé quelque 300 personnes de l'organisation estudiantine de l'Université de Berne (SUB) devant le bâtiment principal de l'Université, les deux tiers environ des participants ont décidé d'occuper l'aula. Aucun comité n'en a planifié l'organisation à l'avance, de même qu'aucun noyau n'a émergé au cours de l'occupation elle-même pour la prendre en main. Chacune des décisions a été discutée collectivement. En revanche, différents groupes de travail se sont rapidement formés, pour prendre en charge les différentes tâches qu'impose une occupation : le groupe « contenu », le groupe « médias », le groupe « programme », le groupe « repas » et le groupe « mise en réseau ».

Le contexte de l'occupation

L'occupation de Berne prend place dans un contexte où trois processus parallèles sont à constater. Le premier réside dans la décision de la faculté de lettres et du rectorat de l'Université de Berne de supprimer indirectement le cursus de sociologie, en ne permettant plus aux étudiants que d'obtenir un Bachelor en sciences sociales. Cette décision fait disparaître la sociologie comme discipline, à côté de la science politique et de la science des médias, non seulement d'un point de vue quantitatif (occupation des chaires), mais aussi d'un point de vue qualitatif (réorientation de contenu). Il y a six mois, un groupe d'étudiant-e-s a ensuite également bloqué une réunion du conseil de faculté,

ment d'étudiant-e-s de Berne : ou collaboration à long terme?>>>

ajournant ainsi la décision de l'absorption de la sociologie dans les sciences sociales.

Au bout du compte, la décision définitive n'a pas pu être empêchée. Cependant, cela a pour la première fois donné l'occasion à différent-e-s étudiant-e-s – pas uniquement de l'Université de Berne – d'établir des liens. Ce fait témoigne d'un malaise observable chez beaucoup d'étudiant-e-s vis-à-vis de la manière dont l'Université évolue (« scolarisation » de l'Université, etc.).

Deuxièmement, le Grand Conseil du canton de Berne discute en ce moment de la nouvelle loi sur l'Université, qui prévoit de continuer la marchandisation de l'éducation. Celle-ci devient de plus en plus un investissement, qui forme une élite et ne fournit donc plus un savoir indépendant, mais un savoir limité à la satisfaction des besoins du marché. En outre, d'après la loi sur l'Université, un Conseil d'Université doit être introduit sur le modèle de Bâle et Zurich. Ceux qui occupent principalement la place dans ces conseils sont, dans le premier cas, les représentant-e-s de la chimie bâloise et, dans le second, ceux-celles des assurances et des banques. La SUB s'est prononcée contre la nouvelle loi sur l'Université et c'est également ce qui l'a poussée à organiser la manifestation du 17 novembre, qui peut être considérée comme l'une des sources de l'occupation. En outre, la SUB a par la suite été l'une des seules organisations estudiantines à soutenir l'occupation sur le fond. A Bâle et à Zurich, les occupant-e-s ont dû faire face à la critique des organisations étudiantes de leur Université.

Troisièmement, la dynamique internationale contre le processus de Bologne, qui a été enclenchée à Vienne et a conduit à de nombreuses occupations à travers le monde, n'a pas tardé à s'étendre à la Suisse. Le 10 novembre, les étudiant-e-s de l'Université de Bâle ont occupé l'aula. Ceux et celles de Zurich et de Berne l'ont fait le 17. Quelques jours plus tard, à Genève et à Lausanne, les aulas étaient également occupées.

Les revendications

Les revendications exprimées par les participants de l'occupation se sont concentrées avant tout sur leur condition d'étudiant-e-s, mais sans se limiter à leurs seuls besoins immédiats, puisqu'ils ont intégré d'autres groupes sociaux. Ont ainsi par exemple été abordées les conditions de travail du corps intermédiaire, du personnel administratif, ainsi que celles du personnel d'entretien et du restaurant universitaire. A cela s'ajoute la participation à l'occupation d'apprentis et de jeunes actifs, ce qui a permis de traiter d'autres questions. Par exemple, une réunion sur la quatrième révision de l'assurance chômage a été organisée dès le deuxième jour de l'occupation. Les revendications des participants à l'occupation ont porté sur la critique et sur le dépassement de la marchandisation de tous les domaines de la vie sociale. La sélection dans le système de formation a de plus été critiquée et des propositions allant dans le sens d'une « éducation pour toutes et tous » ont été formulées. On peut lire le détail des revendications sur www.unsereuni.ch.

Les succès de l'occupation

Il y a trois choses que l'on peut qualifier de succès. La première, c'est que l'occupation a mobilisé et politisé un très grand nombre de personnes qui ont participé pour la première fois à une telle action. Le sentiment individuel de mal-être vis-à-vis du changement des conditions d'études (« scolarisation » des études, contrôles, etc.) ont pris par le biais de l'occupation une dimension collective.

Deuxièmement, les participants ont montré de manière exemplaire ce que veut dire l'auto-organisation démocratique par la base. C'est ainsi que les questions politiques de fond et les revendications ont toujours été discutées en commun, avant d'être adoptées par la procédure du consensus. Par ce moyen, la prise de décision a intégré le maximum d'opinions, tandis que les débats de fond ont conduit chacun-e à renforcer sa position personnelle.

Enfin, une réunion publique a été organisée par les occupants avec le recteur U. Würgler, le directeur à l'éducation B. Pulver et les représentants du corps intermédiaire, de la SUB et des occupant-e-s eux-mêmes. Environ 400 étudiants ont pris part à la réunion sur les revendications des occupants le dernier soir (25 novembre).

Les problèmes de l'occupation

A côté d'expériences majoritairement positives, qui ont été faites par le biais de l'occupation (par exemple la politisation de personnes qui jusque là n'avaient été actives dans aucun groupe, la mise en relation de différents groupes, l'élaboration collective de revendications concrètes), il y a aussi eu des difficultés. On peut mentionner deux problèmes plus importants que les autres, qui se sont mutuellement influencés.

D'une part, on a manqué pendant l'occupation l'occasion de prendre soi-même l'« éducation » en main. Il y a bien eu le premier jour deux réunions importantes, sur la nouvelle loi sur l'Université et sur la révision de l'assurance chômage, que les occupants ont eux-mêmes organisées. Mais l'« auto-formation », c'est-à-dire l'organisation autonome de « notre Université », est vite passée au second plan. Les participants se sont en majorité trouvés occupés à des tâches concrètes (cuisiner, se mettre en relation avec d'autres Universités). Les expériences réalisées à Zurich (de deux à quatre réunions de fond par jour, avec des conférences des occupant-e-s elles-eux-mêmes, aussi bien que de personnes extérieures comme K. Wyss, A. Demirovic, etc.), n'ont pas été faites à Berne. Et cela a eu, d'autre part, des effets sur la participation au mouvement. Celle-ci a vite perdu sa dynamique, ce qui a conduit à trouver majoritairement les mêmes personnes dans les mêmes groupes de travail prenant en charge les mêmes tâches.

Comment continuer ?

L'aula a été libérée le 25 novembre 2009, sans aborder les propositions du recteur (utilisation de salles de l'Université sous les conditions suivantes : trois personnes étudiant à l'Université de Berne doivent donner leur identité, les salles ne sont utilisées qu'en accord avec le rectorat, etc.). En revanche, les premières réunions liées à l'occupation ont été organisées, avec une quarantaine de participant-e-s. Les groupes de travail sont reconduits, en se concentrant sur les revendications de fond qu'il faut continuer à développer, sur les actions concrètes et sur l'extension du mouvement au-delà des frontières de l'Université.

C'est ce qui a été traité en matière de contenu politique au sein du mouvement de Berne qui fera voir si ce mouvement constitue un feu de paille ou bien une collaboration à long terme entre les personnes impliquées.

Maurizio Coppola

Traduit de l'allemand par Michel Christian, Coorditrad

>>> Sommet de Copenhague: déroute au sommet, victoire à la base >>>

Pas d'objectifs chiffrés de réduction des émissions, pas d'année de référence pour les mesurer, pas d'échéance… la Conférence sur le climat s'est soldée par un flop. Reste que Copenhague marque un tournant avec l'arrivée massive des mouvements sociaux dans la bataille climatique.

(…) Piégés par l'hyper-médiatisation qu'ils ont eux-mêmes orchestrée, les grands de ce monde se sont retrouvés sous les feux de la rampe, sans rien d'autre à montrer que leurs rivalités sordides.. Les représentants de 26 grands pays ont viré les ONG, écarté les petits Etats et pondu en catastrophe un texte dont le but principal est de faire croire qu'il y a un pilote politique dans l'avion. Mais il n'y a pas de pilote. Ou plutôt, le seul pilote est automatique: c'est la course au profit des groupes capitalistes lancés dans la guerre de concurrence pour les marchés mondiaux. Le candidat Obama et l'Union Européenne avaient juré leurs grands dieux que les entreprises devraient payer leurs droits d'émissions. Bernique: en fin de compte, la plupart d'entre elles les ont reçus gratuitement et font du profit avec, en les revendant et en les facturant au consommateur ! Tout le reste est à l'avenant. Touche pas au grisbi, telle est la consigne. Ce soi-disant accord sue l'impuissance par tous les pores. Rester au-dessous de 2° C, cela ne se décrète pas. Pour peu que ce soit encore possible, il y a des conditions drastiques à remplir. Elles impliquent en définitive de consommer moins d'énergie, donc de transformer et de transporter moins de matière. Il faut produire moins pour la demande solvable et satisfaire en même temps les besoins humains, notamment dans les pays pauvres. Comment faire ? C'est la question clé. Elle n'est pas si difficile à résoudre. On pourrait supprimer la production d'armes, abolir les dépenses de publicité, renoncer à quantité de fabrications, d'activités et de transports inutiles. Mais cela irait à l'encontre du productivisme capitaliste, de la course au profit qui nécessite la croissance. Sacrilège ! Tabou ! Résultat des courses ? Alors que les émissions mondiales doivent diminuer de 80% au moins d'ici 2050, alors que les pays développés sont responsables de plus de 70% du réchauffement, la seule mesure concrète épinglée dans l'accord est l'arrêt de la déforestation… qui ne concerne que le Sud et représente 17% des émissions. (…)

Heureusement, face à la déroute au sommet, Copenhague est une magnifique victoire à la base. La manifestation internationale du samedi 12 décembre a rassemblé quelque 100'000 personnes (…) qui, en dépit d'une répression policière féroce, ont investi la capitale nordique au cri de « Planet first, people first ». Face à l'incapacité totale des gouvernements, face aux lobbies économiques qui empêchent de prendre les mesures pour stabiliser le climat dans la justice sociale, de plus en plus d'habitants de la planète comprennent que les catastrophes annoncées par les spécialistes ne pourront être évitées qu'en changeant radicalement de politique. Copenhague symbolise cette prise de conscience. Elle s'exprime par la participation d'acteurs sociaux qui, il y a peu encore, se tenaient à l'écart des questions écologiques, voire les envisageaient avec méfiance : organisations de femmes, mouvements paysans, syndicats, associations de solidarité Nord-Sud, mouvement de la paix, groupements altermondialistes, etc. Un rôle clé est joué par les peuples indigènes qui, en luttant contre la destruction des forêts (dans un rapport de forces digne de David affrontant Goliath), symbolisent à la fois la résistance à la dictature du profit et la possibilité d'une autre relation entre l'humanité et la nature. Or, ces forces ont en commun de miser davantage sur l'action collective que sur le lobbying, cher aux grandes associations environnementales. Leur entrée en scène déplace radicalement le centre de gravité. Désormais, la lutte pour un traité international écologiquement efficace et socialement juste se jouera dans la rue – plus dans les couloirs des sommets – et ce sera une bataille sociale – plus un débat entre experts.

Tandis que le sommet officiel accouchait d'un chiffon de papier, la mobilisation sociale et le sommet alternatif ont jeté les bases politiques de l'action à mener à la base dans les prochains mois: « Change the system, not the climate », « Planet not profit », « bla bla bla Act Now », « Nature doesn't compromise », « Change the Politics, not the climate », « There is no PLANet B ». En dépit de ses limites (concernant le rôle des Nations Unies, notamment) la déclaration du Klimaforum09 est un bon document, qui rejette le marché du carbone, le néocolonialisme climatique et la compensation («offsetting») des émissions par des plantations d'arbres, ou d'autres techniques bidon[1]. De plus en plus de gens le comprennent: la dégradation du climat n'est pas le fait de « l'activité humaine » en général, mais bien d'un mode de production et de consommation insoutenable. Et ils en tirent la conclusion logique : le sauvetage du climat ne saurait découler seulement d'une modification des comportements individuels, il requiert au contraire des changements structurels profonds. (…)

Daniel Tanuro

1 Cette déclaration se trouve à http://www.klimaforum09.org/Declaration



Manifestation du 12 décembre 2009 à Copenhague (Photo ae)

Daniel Tanuro, agronome belge, est animateur du réseau "Climat et justice sociale". Ce texte a été repris du site http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article15957 où on peut lire la version complète. Cette dernière a également paru dans Le Courrier du 22.12.2009